

L'économie au service de l'emploi

De tous les partis représentés à Berne, le PLR est sans aucun doute celui qui milite le plus en faveur de la liberté d'entreprendre et de la création d'emplois. Une économie qui tourne à pleins poumons est gage de stabilité et de sécurité pour l'ensemble des citoyens de notre pays. Pour arriver à cette fin, diverses mesures doivent être envisagées, à l'interne comme dans nos relations extérieures.

Il est essentiel de maintenir une formation duale qui réponde aux besoins de l'économie. Soit dit en passant, les isolationnistes à tout crin qui souhaitent limiter le marché de l'emploi à la main d'œuvre locale oublient que c'est grâce aux programmes internationaux auxquels la Suisse participe que nos universités et hautes écoles bénéficient d'un tel niveau de performance, sans oublier que de nombreux scientifiques suisses se forment à l'étranger et viennent ensuite exercer en Suisse.

La Suisse suscite l'admiration générale pour son droit du travail souple et son partenariat social engagé, plutôt que le recours à la règle étatique et à la bureaucratie. Autant dire le modèle inverse à celui proposé par la gauche...

Ce cadre étant posé, il faut répondre à la préoccupation du peuple suisse s'agissant de la priorité que le marché de l'emploi doit donner aux personnes indigènes. De toute évidence, des mesures incitatives doivent être mises en place à cet effet.

De nombreuses femmes hautement qualifiées ne reviennent pas sur le marché parce que la fiscalité des couples est pénalisante et parce que l'intérêt à faire garder ses enfants n'est pas promu. Les remèdes sont simples: taxation individuelle des époux d'une part, déductions fiscales pour frais de garde d'autre part.

Le PLR est aussi attaché à la protection des salaires et à la lutte contre le dumping: les élus romands se sont systématiquement prononcés en faveur de mesures visant à



«DE NOMBREUSES FEMMES QUALIFIÉES NE REVIENNENT PAS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL PARCE QUE LA FISCALITÉ DES COUPLES EST PÉNALISANTE.»

Christian Luscher*

renforcer les contrôles dans ce domaine. En outre, les règles actuelles dans le deuxième pilier pénalisent les entreprises qui veulent embaucher des seniors qui – hélas – coûtent plus cher. Le PLR s'engage à remédier à cette situation dans le cadre des travaux parlementaires qui vont débiter dans ce domaine.

De nombreuses entreprises suisses sont actives dans des activités à très forte valeur ajoutée ainsi que dans l'innovation. Elles ne trouvent pas toujours les perles rares sur le marché local, mais elles contribuent par leur activité à la prospérité de notre pays. Soyons-y sensibles! En Suisse romande en particulier, le système des contingents pour les travailleurs spécialisés hors UE est beaucoup trop rigide.

Que dire par ailleurs des étudiants (hors d'Europe) qui viennent se former et se spécialiser en Suisse et qui n'ont

ensuite pas le droit d'y travailler, faisant ainsi profiter un pays concurrent de l'investissement consenti par la Suisse? C'est une aberration.

La Suisse est désignée pays champion de l'innovation depuis neuf années consécutives et il faut donc encourager le bouillonnement d'idées et d'initiatives innovatrices. Le PLR propose un «visa start up» pour permettre à celles-ci des prospérer ainsi que diverses mesures incitatives au plan fiscal.

Enfin, dans l'intérêt bien compris de la Suisse (et non dans un exercice de genuflection que certains essaient de faire avaler à une population heureusement incrédule), il faut privilégier nos relations économiques au niveau international.

Le renforcement de la voie bilatérale est prioritaire (le PIB de la Suisse revient à plus de 40% à l'exportation) car plus de 50% de nos exportations vont vers l'Union européenne. Il ne faut pas pour autant négliger les accords de libre échange (la Suisse ayant réussi en première mondiale à en conclure un avec la Chine).

Ceci, tout en gardant une oreille attentive aux préoccupations du monde agricole; c'est d'autant plus vrai que la Suisse a plébiscité l'inscription dans la Constitution d'une disposition sur la sécurité alimentaire.

Là aussi, il faut trouver un juste équilibre entre protection de la production indigène et l'intérêt de la Suisse à être une économie ouverte

*Conseiller national (PLR/GE), avocat.

christian.luscher@cms-vep.com

Les opinions exprimées dans cette rubrique n'engagent que l'auteur.

UPCYCLING ÉCONOMIE CIRCULAIRE

06.11.2019 – Kursaal Berne
synergy-schweiz.ch

sgv  usam

fondation
pme  suisse



synergy
Le rendez-vous PME

Inscription
WEB
SYNERGY-SCHWEIZ.CH

Partenaires médias:
arts et métiers



FOKUSKMU
Die Sendung für Wirtschaft & Gesellschaft

TELE Z

artisana



amag



Quickmail
Smart Postal Services

Sunrise

